

CIRCULAIRE SECURITE N° 23

Indice D


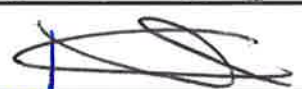

1/14


Date d'application

Avril 2015

**ORGANISATION DU TRAVAIL
DES ENTREPRISES ET ORGANISMES EXTERIEURS
AU CEA GRENoble**

Diffusion : Chefs d'Installations, Ingénieurs et Animateurs de Sécurité d'Installations

	NOM	FONCTION	VISA
REDIGÉ PAR :	V. ZANATTA	Ingénieur de Sécurité	
VÉRIFIÉ PAR :	V. TROESCH	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement	
APPROUVE PAR :	P. BOURGUIGNON	Directeur du CEA Grenoble	

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	2/14
		Date d'application Avril 2015	

SOMMAIRE

1	Objet et champ d'application	3
2	Documents applicables	3
3	Documents associés	3
4	Définitions	4
5	Détermination du cadre réglementaire applicable	4
6	Plan de Prévention	6
6.1	Objet et champ d'application	6
6.2	Déroulement d'une opération type	6
6.3	Opération à caractère répétitif	7
6.4	Opération ne concernant qu'une seule entreprise	7
6.5	Opération concernant une entreprise de contrôle, de maintenance ou de nettoyage	8
6.6	Classement et archivage	8
7	Protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement	8
7.1	Objet et champ d'application	8
7.2	Etablissement du protocole de sécurité	8
7.2.1	Participation simultanée de plusieurs entreprises	8
7.2.2	Opération ayant un caractère répétitif	8
7.2.3	Opération effectuée pour le compte d'une entreprise ou d'un organisme extérieur présent au CEA Grenoble	9
7.2.4	Cas dans lequel l'entreprise de transport n'a pas pu être identifiée avant l'opération	9
7.3	Classement et archivage	9
8	Plan de coordination de sécurité	9
8.1	Objet et champ d'application	9
8.2	Classement et archivage	9
9	Rôle des différents acteurs au CEA Grenoble	9
9.1	Rôle du Chef d'Installation	9
9.2	Rôle du Chargé d'Exécution du Contrat - Maître d'Œuvre - Conducteur de travaux	10
9.3	Rôle de l'Ingénieur Sécurité d'Etablissement (ISE)	10
9.4	Rôle de l'Ingénieur Sécurité d'Installation (ISI)	11
9.5	Rôle du Groupe de protection et de radioprotection (GPRO)	11
9.6	Rôle de la Formation Locale de Sécurité (FLS)	11
9.7	Rôle du Service de Santé au Travail (SST)	11
9.8	Rôle du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du CEA Grenoble	12
9.9	Rôle du Service Achat (SA)	12
10	Historique des VERSIONS	13

<div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div> <div>cea</div> <div>GRENOBLE</div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	3/14
		Date d'application Avril 2015	

1 **OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

La présente circulaire a pour objectif de définir l'organisation mise en place pour répondre aux exigences des articles R4511-1 à R4515-11 du Code du Travail.

Dans le cadre de cette réglementation, sont concernés les travaux ou prestations de services, quelle que soit leur nature (industrielle ou non), effectués pour le CEA Grenoble en tant qu'entreprise utilisatrice, par une ou plusieurs entreprise afin de concourir à un même objectif.

Elle présente également l'organisation mise en œuvre dans le cadre d'une collaboration scientifique avec un organisme extérieur au CEA Grenoble dès lors qu'il existe un risque d'interférences entre leurs activités, installations et matériels.

Elle n'aborde pas la prévention des risques lors d'opérations de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et pour lesquelles le risque BTP est prépondérant (opérations appelées communément « chantiers clos et indépendants »). Cette organisation est précisée dans la circulaire de sécurité n° 61 « Sécurité dans les opérations de bâtiment et de génie civil ».


Cette circulaire s'applique à l'ensemble des installations du CEA Grenoble, ainsi qu'aux sites extérieurs qui relèvent de la responsabilité du Directeur de Centre.

2 **DOCUMENTS APPLICABLES**

- Article R4511-1 et suivants du Code du Travail fixant les prescriptions particulières d'Hygiène et de Sécurité relatives à l'intervention d'entreprises extérieures
- NIG 613 : Organisation de la sécurité au CEA
- Conditions Générales d'Achat (CGA)
- Note DJC/DIR/04/75/CWE : Comment déterminer la structure adaptée à une collaboration scientifique ?
- Circulaire DCS-DJC n°96-01 du 20 novembre 1996 : Guide pour l'application dans les centres et établissements du CEA des prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure
- Circulaire DCS n°26 - DJC n°97-02 du 26 juin 1997 : Règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement
- Guide MR/DPSN du 11 novembre 2006 : Guide relatif à la maîtrise des risques d'interférence lors d'interventions d'entreprises extérieures au CEA

3 **DOCUMENTS ASSOCIES**

- Plan de Prévention, comprenant la fiche d'ouverture des travaux : EQ/CS23-1
- Annexes au plan de prévention (ou au plan de coordination de sécurité) : EQ/CS23-19
- Prevention plan : EQ/CS23-12 (Anglais)
- Appendices to the prevention plan (or to the safety coordination plan): EQ/CS23-20 (Anglais)
- Plan de Prévention « mono entreprise » : EQ/CS23-2
- « Single company » Prevention plan : EQ/CS23-8 (Anglais)
- Liste du personnel de l'entreprise : EQ/CS23-3
- Règles applicables aux entreprises extérieures : EQ/CS23-10
- Rules applicable to external companies : EQ/CS23-11 (Anglais)
- Protocole de sécurité : EQ/CS23-16
- Liste du personnel de l'entreprise : EQ/CS23-3

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	4/14
		Date d'application Avril 2015	

- Plan de coordination de sécurité : EQ/CS23-14
- Safety coordination plan : EQ/CS23-17 (Anglais)

4 **DEFINITIONS**

Opération : une ou plusieurs prestations de services ou de travaux réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif.

Entreprise Utilisatrice : (abréviation EU) entreprise qui utilise les services d'entreprises extérieures.

Entreprise Extérieure : (abréviation EE) entreprise qui effectue des travaux ou des prestations de service, de façon ponctuelle ou permanente au CEA Grenoble.

Entreprise sous-traitante : entreprise extérieure qui effectue des prestations au profit d'une autre entreprise extérieure sur le site de l'entreprise utilisatrice.

Maître d'œuvre : personne physique ou morale qui, pour sa compétence technique, est chargée de diriger et de contrôler l'exécution des travaux.

Collaboration scientifique : Il s'agit de la mise en commun des cultures, des techniques, des compétences et des moyens dans le cadre de la réalisation d'un projet entre plusieurs partenaires. Les moyens mis en œuvre, les résultats obtenus et les différentes tâches sont répartis entre chacun. Les collaborations scientifiques sont généralement établies entre des organismes de recherche et/ou des universités, voire avec des partenaires privés dotés de centres de recherche.

Opération chargement / déchargement : Il s'agit de toute activité, sans condition de seuil, concourant à la mise en place ou à l'enlèvement de marchandises (produits, fonds de valeurs, matériels ou engins, déchets, objets et matériaux de quelle que nature que ce soit) sur ou dans un engin de transport routier.

La notion de chargement et de déchargement doit donc s'entendre comme couvrant la période comprise entre le moment où le transporteur de l'entreprise extérieure se présente à l'entrée du site et celui où il le quitte, de sorte qu'elle englobe l'ensemble des actes concourant à la mise en place ou au dépôt de marchandises, y compris la circulation et le stationnement du véhicule sur le site. L'opération peut être composée de plusieurs étapes ou d'intervenants extérieurs différents et comprend la livraison de la marchandise jusqu'à son lieu « de vie ».

Ainsi, on considèrera par exemple comme opération de chargement/déchargement la livraison d'un équipement au sein d'un laboratoire.

5 **DETERMINATION DU CADRE REGLEMENTAIRE APPLICABLE**

Il convient d'étudier la formalisation de l'activité de l'entreprise ou de l'organisme extérieur, ses conditions de mise en application au CEA Grenoble et le lien qui nous unit pour déterminer le formalisme du document qui doit être utilisé, comme support de l'analyse des interférences entre les activités, installations et matériels (plan de prévention ou plan de coordination de sécurité).

A titre d'exemple, une convention de collaboration précise les conditions de réalisation d'un projet commun entre plusieurs partenaires dont les différentes tâches sont réparties entre chacun. En pratique, il n'y a donc pas de relation de type client - fournisseur et la probabilité de présence de co-activité est forte.

Par conséquent l'analyse permettant de prévenir les risques liés aux activités exercées doit prendre la forme d'un plan de coordination de sécurité.

<div><div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div><div><div>cea</div></div><div>GRENOBLE</div></div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	5/14
		Date d'application Avril 2015	

Contrairement à la convention de collaboration, le contrat de Recherche et Développement (R&D) est établi lorsque seul l'un des co-contractants est chargé de réaliser une prestation scientifique en contrepartie d'une rémunération. Il s'agit alors d'une relation client - fournisseur (prestataire), par conséquent l'analyse des risques liés à la co-activité doit prendre la forme d'un plan de prévention.

▪ **Lien contractuel**

« Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose » (article 1101 du Code civil). L'obligation est celle par laquelle le débiteur s'engage à accomplir une prestation pour le créancier.

Par conséquent, il s'agit bien d'un contrat par lequel une partie commande (procédure achat) à une autre un travail déterminé moyennant une rémunération appropriée. Cette activité correspond aux conditions de rédaction d'un plan de prévention tel que décrit dans le Code du Travail.

NB : un lien contractuel n'exclut pas un lien conventionnel
(Exemple : convention d'hébergement pour les entreprises/organismes disposant de locaux).

▪ **Lien conventionnel**

⇒ Avec une entreprise extérieure

Si le lien conventionnel qui unit l'entreprise extérieure et le CEA Grenoble ne formalise qu'une occupation de locaux par l'entreprise extérieure lui permettant ainsi de réaliser ses propres activités en pleine autonomie et sans interaction ou immersion de son personnel dans nos équipes, alors l'analyse des risques sera rédigée dans un plan de prévention. *Exemple : convention d'hébergement.*

Si le lien conventionnel entre l'entreprise extérieure et le CEA Grenoble permet à l'entreprise de disposer de locaux et de travailler avec les équipes du CEA Grenoble dans le cadre d'une collaboration/d'un partenariat, alors l'analyse des risques sera rédigée dans un plan de coordination de sécurité. *Exemple : accord ou convention de collaboration.*

⇒ Avec un organisme extérieur

Le lien conventionnel qui unit le CEA et un organisme extérieur dont le personnel exerce leur activité en pleine immersion dans nos locaux est de type collaboration. Il n'y a alors plus de relation de type « client / fournisseur » mais une mise en commun des moyens pour la réalisation d'un projet, on parle alors de partenaire de collaboration. Ainsi, les risques liés à ces activités seront évalués dans le cadre d'un plan de coordination de sécurité.

NB : l'accord ou la convention de collaboration est le type de contrat généralement établi entre des organismes de recherche et/ou avec les universités (EPSCP, EPST, ...), voire avec des partenaires privés dotés de centre de recherche.

Néanmoins, si à l'issue de l'étude du lien entre le CEA et l'entreprise ou l'organisme, il subsiste un doute sur le formalisme du document à utiliser comme support de l'analyse des interférences, c'est celui du plan de prévention qui doit être privilégié.

Dans l'état actuel, le CNRS est le seul organisme extérieur avec lequel le CEA a établi une convention spécifique relative à la sécurité. L'accueil de leur personnel fera l'objet d'un plan de coordination de sécurité (appelé « plan de coordination de prévention » dans cette dite convention).

<div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div> <div>cea</div> <div>GRENOBLE</div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	6/14
		Date d'application Avril 2015	

6 PLAN DE PREVENTION

6.1 **Objet et champ d'application**

L'établissement d'un plan de prévention, comprenant la fiche d'ouverture de travaux, est obligatoire pour toute opération d'une durée supérieure à 400 heures par an, en cumulant l'ensemble des heures travaillées sur 12 mois, par une ou plusieurs entreprises de manière continue ou discontinue et/ou lors d'opérations comportant des travaux dangereux (cf. annexe 1).

Sont aussi considérés comme étant des travaux dangereux « les travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un « Plan d'Opération Interne », ce qui est le cas pour les sites de Grenoble et du Bourget du Lac.

De ce fait, sont concernés explicitement par cette réglementation, tous travaux, quelle que soit leur nature (industrielle ou non), effectués sur ces deux sites par du personnel d'entreprises extérieures.

6.2 **Déroulement d'une opération type**

Toute installation passant un marché sans intervention du Service Achat est tenue d'envoyer systématiquement lors du passage de la commande, la « Liste du personnel de l'entreprise » (EQ/CS23-3) et les « Règles applicables aux entreprises extérieures » (EQ/CS23-10).

▪ **Phase 1 : Inspection préliminaire**

Avant le début des travaux, cette inspection des locaux, des expériences ou machines qui s'y trouvent, doit permettre de donner aux entreprises des informations sur la délimitation du secteur d'intervention, le balisage des zones dangereuses, les consignes de sécurité, les voies d'accès et la description des travaux.

Selon l'importance et le type de travaux, doivent assister à cette inspection :

- ⇒ A minima : le Chargé d'Exécution du Contrat, le Chef d'Installation (ou son représentant) pour l'Entreprise Utilisatrice, et le responsable de chaque Entreprise Extérieure titulaire (ainsi que ceux de l'ensemble de celles sous-traitantes).
- ⇒ En tant que de besoin : le Maître d'œuvre, l'ISE, la FLS, le SST, des représentants du personnel en CHSCT du CEA Grenoble et/ou des Entreprises Extérieures.

▪ **Phase 2 : Analyse des interférences, Plan de Prévention**


Toutes les entreprises y compris les entreprises sous-traitantes, doivent être présentes lors de l'analyse en commun des risques pouvant résulter des interférences entre les activités, installations et matériels.

Les informations et éléments recueillis au cours de l'Inspection Préalable Commune ainsi que l'analyse des risques et les mesures de prévention associées sont tracés dans le plan de prévention.

Si au cours des travaux, interviennent de nouveaux sous-traitants (ou de nouvelles entreprises), ou si les risques évoluent, il est nécessaire de mettre à jour le plan de prévention. Cette mise à jour doit nécessairement intégrer l'impact de cette évolution.

Il conviendra alors de consulter l'ISE pour trouver la solution la plus appropriée respectant l'esprit de la réglementation.

Le Chef d'Installation, ou le chargé d'exécution du contrat, veillera à la remise par le titulaire de la « Liste du personnel de l'Entreprise Extérieure » et de l'« Attestation d'évacuation des déchets industriels banals » complétées.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	7/14
		Date d'application Avril 2015	

Cette étape permet également au Chef d'Installation de s'assurer que l'opération va se dérouler dans des conditions de sécurité maîtrisées par les deux parties et que l'ensemble des interlocuteurs ont bien pris connaissance de cette intervention ainsi que de son périmètre.

Lors de l'établissement d'un plan de prévention, la fiche d'ouverture de travaux est envoyée par l'installation (ou par le SIE dans le cas de maîtrise d'œuvre de celle-ci) directement à l'Inspection du Travail avant le démarrage de l'opération.

▪ **Phase 3 : Suivi de l'opération**

Il appartient au Maître d'œuvre (ou conducteur de travaux ou chargé d'exécution du contrat) ou à l'ISI de contrôler les méthodes de travail des personnels pour s'assurer de la transmission des instructions par le Chef de l'Entreprise Extérieure, de traiter systématiquement les problèmes de sécurité en début des « réunions de chantier » (dont les comptes rendus peuvent être joints au plan de prévention, à condition qu'ils soient validés par l'ensemble des parties concernées) et d'en informer le Chef d'Installation.

Néanmoins, c'est au Chef d'Installation (ou son délégataire) d'alerter, par écrit (courrier ou message électronique) et dans les meilleurs délais, les Chefs d'Entreprises Extérieures d'une situation qui se dégrade au regard des conditions de sécurité ou lorsque les travailleurs sont menacés d'un danger grave, même si celui-ci est exclusivement dû à leur méthode de travail ou au matériel mis en œuvre par l'entreprise. **En aucun cas, il ne prend la responsabilité d'autoriser la reprise des travaux. C'est au responsable de l'entreprise de s'assurer que le risque à disparu et d'autoriser cette reprise.**

▪ **Phase 4 : Obligation d'Inspection trimestrielle**

Du fait du nombre d'heures travaillées par l'ensemble des Entreprises Extérieures sur le site, des inspections et réunions doivent se tenir tous les trimestres au moins pour les contrats d'une durée supérieure à 3 mois.

6.3 Opération à caractère répétitif

Dans le cas d'opérations répétitives, par exemple dans le cadre du contrat de maintenance d'équipements de laboratoire, si l'opération est effectuée par les mêmes opérateurs sur les mêmes équipements, on peut établir un seul et même plan de prévention révisable dès lors que les conditions de l'opération ne sont pas modifiées.

Pour autant, dans le plan de prévention seront définies les conditions dans lesquelles la « reprise du travail » pourra être autorisée et notamment le nom de l'interlocuteur identifié auprès duquel le travailleur de l'entreprise extérieure devra se présenter avant toute intervention.

Il sera nécessaire d'analyser, au moins une fois par an, la conformité de ce document par rapport aux conditions d'accueil de l'entreprise extérieure. Si une opération doit avoir lieu dans des conditions différentes de celles définies dans le plan de prévention, il sera nécessaire d'établir un plan de prévention dit « mono entreprise », au cas par cas.


6.4 Opération ne concernant qu'une seule entreprise

Le plan de prévention dit « mono entreprise » sera utilisé uniquement pour une opération effectuée par une seule entreprise.

Il conviendra aux opérations ne comportant pas de risque important, tel que les travaux de second œuvre du bâtiment ou encore pour la mise en œuvre, la maintenance, le dépannage ou le contrôle d'un matériel, d'une machine technique ou scientifique.

La taille de ce support en limite de ce fait l'usage : il n'est pas adapté aux opérations comportant de nombreuses phases, mesures de prévention et interfaces difficiles à mettre en évidence sur ce support.

A noter que ce support est aussi utilisable en « bon d'intervention », afin de compléter au plus près des opérations, un plan de prévention.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	8/14
		Date d'application Avril 2015	

6.5 Opération concernant une entreprise de contrôle, de maintenance ou de nettoyage

Il s'agit d'opérations dont la particularité est d'amener le personnel de ces entreprises à travailler sur l'ensemble du CEA Grenoble et qui correspondent généralement à des opérations « mutualisées », souvent gérées par le SIE (contrôle, maintenance ou nettoyage).

Compte tenu du nombre important d'installations au CEA Grenoble, il convient donc de mettre en place une organisation adaptée et opérationnelle afin que l'entreprise et son personnel puisse prendre connaissance des lieux dans les meilleures conditions. C'est lors du plan de prévention que les modalités pratiques seront définies.

6.6 Classement et archivage

Une copie des plans de prévention (comprenant la fiche d'ouverture de travaux) ainsi que des plans de prévention « mono entreprise », datés et signés, doit être transmise systématiquement à l'ISE pour archivage, sous maximum 48 heures après sa validation, en vue d'une mise à disposition si besoin des membres du CHSCT et de l'Inspecteur du Travail.

Nota : Pour le cas des travaux sous maîtrise d'œuvre SIE, c'est l'ISI de CEAGRE qui a la charge de cet archivage

7 PROTOCOLE DE SECURITE POUR LES OPERATIONS DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT

7.1 Objet et champ d'application

L'objectif est de prendre en compte les interférences pouvant générer des risques, dès l'entrée de l'engin au CEA Grenoble et jusqu'à sa sortie. Il permet donc de fixer les règles de coordination et de prévention des opérations de chargement et de déchargement réalisées par des entreprises extérieures en provenance ou à destination d'un lieu extérieur au CEA Grenoble.

Le protocole de sécurité regroupera ainsi toutes les indications et informations de toute nature générées par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de réalisation.

Si l'opération ne se borne pas à une opération de chargement ou de déchargement, mais contient également une étape supplémentaire, distincte de celle-ci, la rédaction d'un plan de prévention en lieu et place du protocole de sécurité s'impose (*par exemple : une entreprise livre un équipement et assure également son raccordement*).

De même, une entreprise extérieure effectuant un transport de marchandise d'un point à l'autre du CEA Grenoble et à l'intérieur d'un même site, n'est pas soumise au protocole de sécurité. En effet, ces opérations doivent être traitées dans le cadre d'un plan de prévention élaboré entre l'entreprise extérieure et le CEA.

7.2 Etablissement du protocole de sécurité


La rédaction du protocole de sécurité doit avoir lieu préalablement à la réalisation de l'opération de transport, à la charge du CEA, entreprise d'accueil.

7.2.1 Participation simultanée de plusieurs entreprises

Lorsque plusieurs entreprises de transport participent de façon simultanée au chargement ou au déchargement, un seul protocole de sécurité sera établi.

7.2.2 Opération ayant un caractère répétitif

Les opérations répétitives portant sur des produits ou substances de même nature, dont le chargement/déchargement est effectué sur les mêmes emplacements et selon le même mode opératoire, avec la mise en œuvre des mêmes types de véhicules et de matériels de manutention pourront faire l'objet d'un seul protocole de sécurité.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	9/14
		Date d'application Avril 2015	

7.2.3 Opération effectuée pour le compte d'une entreprise ou d'un organisme extérieur présent au CEA Grenoble

La rédaction du protocole de sécurité est sous la responsabilité de l'entreprise ou de l'organisme extérieur(e).

Lors de la rédaction du plan de prévention ou de coordination entre le CEA et l'entreprise / organisme extérieur(e), les opérations de chargement et de déchargement à réaliser durant l'exécution du contrat ou de la collaboration seront analysées.

Dans le cas d'une livraison ou d'un enlèvement par un transporteur, les mesures de prévention préconisées dans le plan de prévention ou de coordination sont alors à intégrer dans le protocole de sécurité rédigé entre l'entreprise / organisme extérieur(e) et le transporteur.

Si l'entreprise / organisme extérieur(e) effectue des livraisons pour son propre compte, les mesures de prévention seront précisées et prises en compte lors de l'établissement du plan de prévention ou du plan de coordination de sécurité.

Dans tous les cas, le CEA Grenoble doit être informé des opérations de chargement ou de déchargement qui se déroulent tout au long des opérations pour lesquelles un plan de prévention ou de coordination a été élaboré avec le CEA Grenoble.

7.2.4 Cas dans lequel l'entreprise de transport n'a pas pu être identifiée avant l'opération

Dans le cas d'une impossibilité d'identification du transporteur avant l'opération, il sera alors nécessaire de recueillir les éléments se rapportant au protocole de sécurité par tout moyen approprié. Le protocole de sécurité pourra alors être rédigé lors de l'arrivée de l'entreprise de transport à l'entrée du CEA Grenoble.

7.3 Classement et archivage

Un exemplaire de chaque protocole de sécurité, daté et signé doit être transmis à l'ISE, sous maximum 48 heures après sa validation, en vue d'une mise à disposition des membres du CHSCT et de l'Inspecteur du Travail.

8 PLAN DE COORDINATION DE SECURITE

8.1 Objet et champ d'application

Ce document est destiné à être utilisé dans le cadre d'une collaboration ou d'un partenariat scientifique.

Il servira de support pour l'analyse des interférences entre les activités, installations et matériels, entre le CEA et l'entreprise ou l'organisme extérieur.

La durée de validité d'un plan de coordination de sécurité ne doit pas excéder un an et celui-ci doit être remis à jour dès lors que l'on constate une évolution des conditions de la co-activité au regard de l'analyse des risques d'interférences effectuée lors de sa rédaction.

8.2 Classement et archivage

Une copie des plans de coordination, datés et signés, doit être transmise systématiquement à l'ISE pour archivage, sous maximum 48 heures après sa validation.

9 ROLE DES DIFFERENTS ACTEURS AU CEA GRENOBLE

9.1 Rôle du Chef d'Installation

Le Chef d'Installation est le représentant du Chef de l'Entreprise Utilisatrice.

<div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div> <div>cea</div> <div>GRENOBLE</div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	10/14
		Date d'application Avril 2015	

En tant que délégataire, il assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles prises par les chefs d'Entreprises Extérieures intervenant sans son installation.

En particulier, il organise ou s'assure :

- de la mise en place d'une organisation de suivi des travaux,
- que tous les acteurs concernés ont été informés avant le début des travaux,
- de l'analyse des risques avec les différentes parties,
- de l'organisation des inspections préliminaires communes des lieux de travail,
- de la rédaction et de la tenue à jour du plan de prévention et des documents associés,
- de la coordination des actions de sécurité et de prévention,
- de l'organisation des réunions périodiques de coordination ultérieures.

Le Chef d'Installation peut désigner un (ou plusieurs) représentant(s) agissant en son nom de manière provisoire ou permanente, qui peuvent être :

- dans certaines conditions un Maître d'œuvre,
- un responsable hiérarchique relevant de son autorité et désigné sur la Liste Ordinale de Succession de son périmètre de sécurité, pour autant dans ce cas, il devra lui rendre compte du démarrage de l'opération et des conditions prévues. La LOS devra donc préciser explicitement ceux à qui il confie cette mission,
- exceptionnellement l'ISI pour des travaux sans risques notables
(Celui-ci étant dans la « fonction de soutien » du CEA, et non dans la chaîne de responsabilité).

La désignation d'un représentant ne libère pas le Chef d'Installation des responsabilités dévolues au Chef de l'Entreprise Utilisatrice. Il doit donc vérifier l'adéquation de l'organisation mise en place, se faire rendre compte des difficultés rencontrées et prendre les dispositions correctives jugées nécessaires.

***NB :** Si le délégataire n'est pas le suppléant du Chef d'Installation, alors celui-ci doit suivre une formation à l'application de la réglementation dans le cadre des travaux réalisés par une entreprise extérieure (formation d'une demi-journée dispensée par l'ISE).*

9.2 Rôle du Chargé d'Exécution du Contrat - Maître d'Œuvre - Conducteur de travaux

Le chargé d'exécution du contrat est la personne pour qui les travaux vont être réalisés. Il s'agit de celui qui connaît au mieux la prestation demandée. Sa présence est indispensable lors de la rédaction du plan de prévention afin de s'assurer de son adéquation avec le cahier des charges et du marché, et de la bonne préparation des lieux avant l'intervention de l'entreprise. Ainsi, il assiste le Chef d'Installation pour l'analyse des risques, la rédaction du plan de prévention, ainsi que pour les inspections des locaux et la coordination de la prévention de l'opération.


Cette personne peut être un travailleur :

- relevant de l'autorité du Chef d'installation concerné,
- du Service d'Ingénierie et d'Exploitation (SIE),
- d'un organisme spécialisé (cabinet d'architecte - bureau d'ingénierie),
- d'une des entreprises concernées.

9.3 Rôle de l'Ingénieur Sécurité d'Etablissement (ISE)

Dans son rôle de conseil aux installations, l'ISE :

- apporte son soutien technique et son expertise
- archive les plans de prévention et les tient à disposition des organismes concernés

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	11/14
		Date d'application Avril 2015	

Dans le cadre des échanges avec les membres du CHSCT, l'ISE :

- informe des principales opérations et propose aux Représentants du Personnel de participer à celles qui correspondent aux travaux dangereux ou de longue durée ainsi que des réunions et inspections, suivant les dispositions prévues par le Comité, et les accompagne en tant que de besoin.
- recueille leurs avis motivés

9.4 Rôle de l'Ingénieur Sécurité d'Installation (ISI)

Son rôle est de conseiller le Chef d'Installation et ses représentants et d'effectuer à leur demande des opérations de contrôle ou d'inspection. Il ne peut donc jouer à la fois ce rôle et celui de responsable de travaux sans remettre en cause sa mission.

Dans le cadre de la réalisation de travaux dans l'installation, il assure les missions qui lui sont attribuées par le CI, en particulier :

- il organise les inspections préliminaires ou inspections en cours de travaux et convoque suivant les cas le SST, le GPRO, la FLS et l'ISE,
- il informe l'ISE des travaux justifiant la présence des représentants du personnel en CHSCT à l'inspection préliminaire,
- il conseille le Chef d'Installation sur l'analyse des risques et l'organisation de la prévention dans le cadre de l'opération,
- il envoie à l'ISE, pour archivage, tous les documents associés au plan de prévention et à ses modifications.

***NB :** Dans certaines installations, ces missions sont partagées avec les Animateurs de Sécurité (dans ce cas, cette mission doit être explicitement citée dans leurs notes de nomination)*

9.5 Rôle du Groupe de protection et de radioprotection (GPRO)

A la demande d'un ISI ou d'un AS, il participe aux visites préliminaires et aux plans de prévention. A cette occasion, il informe le personnel intervenant des consignes particulière de radioprotection.

Il intervient systématiquement pour tous travaux à l'intérieur des laboratoires ou ICPE à caractère radioactif et participe pour les domaines qui lui sont propres, aux visites, inspections et aide à la rédaction du plan de prévention.

Si besoin, il sollicite la Personne Compétente en Radioprotection du CEA Grenoble pour l'assister dans ses missions.

9.6 Rôle de la Formation Locale de Sécurité (FLS)

A la demande de l'ISI ou de l'AS (et nécessairement aussi du CI), elle peut participer aux réunions, inspections et à la rédaction du plan de prévention, en particulier pour prévoir une surveillance ou une intervention particulière au cours de l'opération.

9.7 Rôle du Service de Santé au Travail (SST)

Il assiste aux inspections préliminaires soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'ISE, de l'ISI ou du SIE. Son rôle est de détecter les nuisances particulières nécessitant un examen spécifique.

En effet, si les travaux demandés présentent des risques particuliers (apportés par le CEA Grenoble et non inhérents à l'activité de l'entreprise), des examens complémentaires peuvent être prescrits par le SST pour le compte de l'entreprise extérieure ou de l'organisme extérieur.

Dès réception des fiches F/1 et F/2 du plan de prévention ou E/1 et E/2 du plan de coordination, il se met en contact avec le Médecin du Travail de l'entreprise ou de l'organisme concerné. Il lui communiquera, avec l'assistance du LBM, les résultats des examens complémentaires réalisés et rendus nécessaires par la durée et la nature des travaux effectués sur le site.

<div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div> <div>cea</div> <div>GRENOBLE</div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	12/14
		Date d'application Avril 2015	

9.8 Rôle du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du CEA Grenoble

Les représentants du personnel en CHSCT ont la possibilité d'assister aux :

- Inspections préliminaires en début de travaux.
- Inspections trimestrielles systématiques pour les opérations durant plus de 3 mois.
- Inspections à leur demande, ou à celle des représentants des CHSCT des entreprises extérieures, ou encore à celle des entreprises extérieures.

NB : Dans la mesure où un accident du travail se produit au sein de l'entreprise utilisatrice, le CHSCT de ce dernier, est compétent pour tous les travailleurs présents dans l'établissement quel que soit leur statut. Ceci est notamment le cas pour les travailleurs d'entreprises extérieures intervenantes.

Compte tenu de la charge importante que peut représenter la présence à toutes les inspections, la règle convenue avec les membres du CHSCT est la suivante : l'ISE (sur la base des informations qui lui remontent des ISI) informe les représentants et les convie à assister aux inspections pour les :

- opérations totalisant plus de 10 000 heures de travail sur un an,
- entreprises titulaires nécessitant l'emploi de plus de 5 travailleurs de façon simultanée au CEA Grenoble,
- opérations présentant potentiellement des risques particuliers ou exceptionnels,
- inspections auxquelles des représentants des CHSCT des entreprises extérieures ont demandé à assister,

Outre ces critères, les représentants peuvent participer, à leur demande, à toute autre inspection.

9.9 Rôle du Service Achat (SA)

Au cas par cas et en fonction de la spécificité des risques, des prescriptions de sécurité pourront être ajoutées au cahier des charges, à l'appel d'offre et dans chaque contrat établi avec les entreprises extérieures.


Dans le cahier des charges, l'utilisateur fixe les besoins et les conditions spécifiques de sécurité relatifs à l'opération. Sans spécifications particulières dans le domaine de la sécurité, s'appliquent automatiquement les dispositions des CGA, le Règlement Intérieur du CEA Grenoble, ainsi que les Règles applicables aux entreprises extérieures.

Dans l'appel d'offre, le SA insère les documents suivants (ou facilite leur accès) :

- Règles applicables aux entreprises extérieures (EQ/CS23-10)
Rules applicable to external companies (EQ/CS23-11) (Anglais)
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA)

A chaque contrat, le SA joint systématiquement la « Liste du personnel de l'entreprise » (EQ/CS23-3).

NB : Dans le cas d'opérations complexes et importantes, les principaux aspects de sécurité et les dispositions de protection à prendre en conséquence sont évoqués lors de la visite des installations par les divers soumissionnaires. Il importe qu'au moment de la rédaction des plans de prévention, les aspects qui ont des incidences financières aient déjà été pris en compte.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	13/14
		Date d'application Avril 2015	

10 HISTORIQUE DES VERSIONS

D	AVRIL 2015	Refonte et fusion avec la circulaire sécurité n° 45
C	SEPTEMBRE 2003	Mise à jour suite à la réorganisation
B	AVRIL 1998	Refonte et suppression de la notice explicative de la circulaire sécurité n° 23
A	SEPTEMBRE 1992	Version originale
Indice	Date d'application	Objet de la modification

<div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div> <div>cea</div> <div>GRENOBLE</div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 23	Indice D	14/14
		Date d'application Avril 2015	

ANNEXE

Liste des travaux pour lesquels il est établi un plan de prévention écrit sans considération de durée

ARRETE

Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention

NOR : TEFT9300368A

Version consolidée au 3 février 2015

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
Vu le code du travail, et notamment l'article R. 237-8 ;
Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels ;

Sur le rapport du directeur des relations du travail,

Article 1

- Modifié par Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 (V)

Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens des articles R. 4411-2 à R4411-6 du code du travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues aux articles R4323-23 à R4324-27, R4535-7 et R4721-11 du code du travail ainsi que les équipements suivants :
 - ⇒ véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - ⇒ machines à cylindre ;
 - ⇒ machines présentant les risques définis aux articles R4324-18 à R4324-20 du code du travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transstockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T.B.T.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 4323-17 du code du travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
17. Travaux de démolition.
18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
19. Travaux en milieu hyperbare.
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;
21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu.

Article 2

Le présent arrêté est applicable le premier jour du troisième mois qui suit sa parution au Journal officiel.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.